



Participation citoyenne dans les quartiers prioritaires

Ressources conseillées

Septembre 2021

✓ Table des matières

Les fondamentaux.....	1
Participation, démocratie participative et pouvoir d’agir.....	3
Initiatives citoyennes et vie associative.....	13
Outils méthodologiques.....	16
Textes officiels.....	17
Sitographie.....	18



✓ Les fondamentaux

► Agir en démocratie

Hélène BALAZARD, Les Editions de l'Atelier, 2015. 155 p.

Afin de présenter les nouveaux moyens d'agir des citoyens, ce livre s'organise autour de cinq parties, correspondant chacune à une question pragmatique : comment concilier justice sociale et autonomie de la société, comment être à la fois critique et actif, comment "représenter" sans être un "représentant", comment concilier efficacité et démocratie et enfin, comment avoir du pouvoir sans être au pouvoir ? Pour y répondre, l'auteur s'appuie sur l'analyse de plusieurs expériences françaises et étrangères, notamment celle de London Citizens en Grande-Bretagne, et de l'Alliance citoyenne à Grenoble, toutes deux construites sur le modèle du "community organizing ».

► Participation des habitants : de l'expression à la co-construction

Institut Régional de la Ville (IREV), Repères pour agir n°4, 2014. 87 p.

Cet ouvrage fait suite à l'ensemble des travaux menés en 2013 par l'IREV et s'inscrit dans le contexte de la réforme de la politique de la ville, qui doit être « coconstruite avec les habitants » (cf. loi du 21 février 2014). Il propose de retracer le cheminement de la participation des habitants, de l'étape de leur expression à celle de la co-construction mais aussi d'interroger les positionnements des organisations et institutions, de leurs élus et dirigeants, de leurs professionnels. Le processus est ainsi analysé afin de décrypter les points de blocage, d'évoquer les modes d'action, les conditions de réussite et les postures à adopter pour dépasser les freins identifiés et réussir la mobilisation des habitants des quartiers.

► Pour une réforme radicale de la politique de la ville : ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

Marie-Hélène BACQUE, Mohamed MECHMACHE. Ministère délégué à la ville, 2013. 97 p.

Issu d'une mission confié François LAMY, ministre délégué à la ville en janvier 2013 le rapport, remis le 8 juillet 2013, a été construit dans une optique collaborative, à partir d'échanges et d'auditions d'acteurs (responsables associatifs, élus locaux, professionnels, chercheurs). Il s'organise autour de trois grandes parties : le constat de la participation dans la politique de la ville, la stratégie proposée correspondant à une politique "d'empowerment" à la française et les six types de propositions concrètes préconisées.

► Faire participer les habitants ? : Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

Marion CARREL. ENS, coll. Gouvernement en question(s), 2013. 270 p.

Marion Carrel croise dans cet ouvrage plusieurs courants théoriques, thématiques de recherche et terrains d'enquête afin de mettre en lumière les conditions d'émergence, les formes concrètes d'organisation et les conséquences à la fois de l'injonction participative et de l'empowerment dans les quartiers d'habitat social en politique de la ville. Elle illustre ses propos de cas concrets vécus par les habitants des quartiers. Une première partie redéfinit les contours de "l'injonction participative" en France. Une deuxième partie s'attache aux obstacles de la participation et à la difficulté de mobiliser les habitants. Les leviers, méthodes et postures favorisant un retour du pouvoir d'agir voire d'un empowerment des pauvres sont abordés dans une quatrième et cinquième partie.

► L'empowerment, une pratique émancipatrice

Marie-Hélène BACQUE, Carole BIEWENER. La Découverte, 2013. 175 p.

Cet ouvrage propose une lecture à la fois pédagogique et engagée de la notion d'empowerment. Cette notion - difficilement traduisible en français - articule à la fois la dimension du pouvoir et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Les auteures ont réalisé une importante enquête leur permettant de proposer



une lecture des différentes mobilisations de la notion d'empowerment en posant les enjeux qui accompagnent son introduction et sa diffusion dans plusieurs continents et différents champs : intervention sociale, développement international en faveur des femmes marqué par la pensée féministe, politiques urbaines et économiques. Issues de champs thématiques différents, elles étudient in fine les conditions d'un retour à l'empowerment comme un outil de transformation sociale.

- ▶ **Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative**
BLONDIAUX, Loïc, Seuil, 2008, 109p. (La république des idées)

Grâce à l'éclatement et la démocratisation d'internet (forums, blogs, conférences), de nombreuses formes de démocratisation de la société sont apparues ces dernières années, donnant un souffle nouveau à la démocratie participative. Cependant, cette force nouvelle de participation s'élève plutôt contre que pour, stérilisant et caricaturant parfois les débats. Ainsi, l'auteur rétablit un cadre idéal de participation démocratique en définissant les contours d'approches et de dispositifs représentatifs de la société française.

- ▶ **Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes (édition 2012)**
Saul ALINSKY. Editions Aden, 1971. 278 p

Après avoir étudié la sociologie et la criminologie à Chicago, Saul Alinsky s'est consacré à l'organisation politique des habitants les plus pauvres de Chicago à des fins émancipatrices. De sa pratique, il a tiré des conclusions, des recommandations passionnées et une méthode qu'il a systématisée dans ce livre publié pour la première fois en 1971. Rédigé dans un climat social et politique explosif aux USA (Black Panthers, luttes dans les ghettos, grèves...), ce livre donne aux radicaux des clés pour opérer une transformation sociale constructive et comprendre «la différence entre un vrai radical et un radical de papier ».



✓ Participation, la démocratie participative et le pouvoir d'agir

► Des habitant.es comme les autres ? 5ème rapport paroles d'habitant.es des quartiers populaires

Fédération des centres sociaux et socio-culturels, Question de villes, 2021, 159

Au cœur des échanges et du rapport, la crise sanitaire bien sûr, qui a amplifié des inégalités préexistantes et les a révélées au grand public : exigüité des logements, promiscuité continue, inégalités face à l'éducation, au numérique... Mais on voit aussi que, comme tout un chacun, après le choc des annonces du confinement et une courte période de sidération, les habitants ont saisi l'occasion de réinterroger leurs priorités et besoins essentiels en reprenant possession du temps. La question de l'espace public occupe une place également importante. Souvent décrit comme un repoussoir, une zone à éviter ou à franchir « tête baissée », sa privation durant des semaines l'a rendu également plus désirable. Il a été perçu comme un bien précieux à préserver, à investir, à animer et à connecter à d'autres espaces de la ville mais aussi à partager. Les propos des habitants sont aussi marqués par une distance, une défiance entre un « ils » (les élus, les bailleurs, les acteurs économiques) et un « nous » (les habitants). Pourtant, les personnes rencontrées veulent encore croire qu'il est possible de faire bouger les choses. Changement de grille de lecture pour reconnaître leurs ressources et richesses, confiance mutuelle, changement de méthode pour imaginer une politique de la ville vraiment co-construite, qui ne se limite pas à quelques espaces de concertation ou participation, et pour imaginer un meilleur avenir.

► Conduire et partager l'évaluation des politiques publiques

Conseil d'Etat, La Documentation française, 2020, 199 p.

L'étude du Conseil d'Etat identifie de nombreux progrès dans la conduite des évaluations, permis notamment par les avancées remarquables de l'open data et de l'accès sécurisé aux données. Toutefois si plus de 2 600 évaluations ont été réalisées entre 2007 et 2017, l'étude observe qu'elles souffrent de faiblesses récurrentes et ne sont pas encore véritablement un outil de débat et de décision en France. L'évaluation des politiques publiques fait intervenir de multiples acteurs compétents mais insuffisamment structurés, ce qui entraîne notamment un cloisonnement dans la programmation et la réalisation de leurs travaux. En outre, si les liens avec le monde de la recherche se développent, l'évaluation reste plus institutionnelle qu'à l'étranger et s'appuie moins sur les travaux universitaires. L'étude identifie également différentes faiblesses récurrentes dans les évaluations des politiques publiques menées à ce jour : l'anticipation et les moyens sont parfois insuffisants, la méthodologie suivie ne permet pas toujours d'assurer la validité des diagnostics et l'association des citoyens au cours de la mise en œuvre des évaluations est encore rare.

► Et si les habitants participaient ? Entre participation institutionnelle et initiatives citoyennes dans les quartiers populaires

Myriam BACHIR, 2018, L'Harmattan/la Licorne, 196 p. - (Coll. Villes en mouvement)

Favoriser la participation des habitants est un objectif inscrit depuis longtemps dans les politiques menées en direction des quartiers populaires. Myriam Bachir explore ici les diverses voies choisies en vue de concrétiser cette ambition. Elle s'intéresse notamment aux conseils citoyens et tables de quartiers. Elle dégage ainsi les avancées et les limites des pratiques mises en œuvre. Si les blocages sont nombreux, plusieurs initiatives existantes montrent que des voies nouvelles sont possibles.

► Participation : effet de mode ou révolution ?

Hélène BALAZARD, Guillaume GOURGUES, Bénédicte MADELIN, Julien TALPIN, Projet, n° 363, Avril 2018, pp. 2-87



Associer les habitants, les bénéficiaires ou les usagers aux actions qui les concernent : le principe semble acquis pour nombre de collectivités, d'associations, de bailleurs. Mais est-ce au point de partager le pouvoir ? Quelles formes doit prendre la participation pour bousculer l'ordre établi ?

► **Ma cité s'organise. Community organizing et mobilisations dans les quartiers populaire**

Hélène BALAZARD, Marion CARREL, Simon COTTIN-MARX, Yves JOUFFE et Julie TALPIN, Revue Mouvements n° 85, 2016/1, 168 p.

Le 31 octobre 2015, une dizaine de milliers de militant-e-s des quartiers populaires défilaient dans les rues de Paris au nom de la dignité, de la justice, de l'égalité et contre le racisme. La marraine du mouvement, Angela Davis, icône du mouvement afro-américain des années 1970, incarnait cette filiation entre la lutte des minorités des deux côtés de l'Atlantique – « de Ferguson à Paris ». Dans les rangs des manifestant-e-s, on pouvait voir des militant-e-s de longue date mêlé-e-s à de jeunes activistes formé-e-s au community organizing, certain-e-s ayant fait le voyage aux États-Unis pour se familiariser avec les méthodes apparues dans les quartiers de Chicago il y a près de quatre-vingts ans.

► **Citoyenneté et démocratie**

Christian LE BART, La Documentation française, 2016, 149 p.

La citoyenneté est plus que jamais au cœur de la vie démocratique. Pour donner des repères sur le rôle du citoyen dans la société et le fonctionnement de notre démocratie, cet ouvrage est organisé autour des thèmes suivants : les principes de la citoyenneté, le vote et les élections, la fonction des élus, l'importance des militantismes, la construction et la mise en œuvre de l'action publique. Un dernier chapitre présente la place des médias en démocratie. (Présentation éditeur)

► **La participation citoyenne dans les quartiers. Compte rendu de la journée régionale du 1er juin 2016**

IREV - Centre de ressources Politique de la ville, Hauts-de-France, 2016, 62 p.

Cette journée régionale, venue clore les cycles de qualification consacrés à la participation citoyenne déployés par l'IREV en 2015 et 2016 avec le soutien de la Préfecture du Nord, a été l'occasion de réinterroger la capacité de la Politique de la ville à permettre aux citoyens de développer leur pouvoir d'agir sur leur environnement. En effet, si suite à la Loi LAMY du 21 février 2014, une forte attente est née autour de l'inclusion de la participation dans la Politique de la ville que ce soit dans ses actions, sa gouvernance ou son rapport au citoyen, la culture de la participation n'a pas pour autant attendu ce cadre législatif pour être amorcée. En considérant que la participation ascendante dans les quartiers est un chemin à parcourir, cette journée a été l'occasion d'un point d'étape : ouverte à tous les acteurs (élus, citoyens, professionnels, associatifs), permettant de présenter et de croiser les prises d'initiatives et les actions tant d'un point de vue régional qu'international. Ces actes brossent un « panorama » des actions qui alimentent la culture de la participation sur les territoires, via les conseils citoyens mais également au-delà. Plus fondamentalement, les témoignages et éclairages de cette journée rappellent que l'intégration des habitants dans les actions menées par la Politique de la ville vient questionner l'accès au débat public ainsi que la prise et la capacité d'initiatives dans les quartiers des personnes les plus éloignées de la parole publique.

► **Participation des habitants : osons faire autrement !**

Les cahiers du développement social urbain, n°62, Deuxième semestre 2015, 2016, 48 p.



« Participation des habitants : osons faire autrement ! » Tels sont l'ambition et le pari de ce numéro qui se veut résolument optimiste alors que le climat ambiant est plutôt à la morosité, voire au découragement, en cette fin d'année 2015. L'objectif de ce numéro est de décrypter les transformations à l'œuvre, de donner à voir des actions innovantes, de tendre la plume à des promoteurs d'initiatives « inattendus », de s'interroger sur les perspectives, voire de faire un peu de prospective. Il s'agit aussi de montrer en quoi ces initiatives permettent aux habitants/usagers/citoyens d'avoir prise sur les affaires de leur quartier et plus largement de la cité et de fait participent du renforcement de la citoyenneté.

► **Community organizing, de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis**

Julien TALPIN, Raisons d'agir, 2016, 311 p.

A Los Angeles, des associations ont su rassembler celles et ceux qui voulaient améliorer les conditions d'habitat, de travail, d'existence des résidents des quartiers populaires. Ces organisations donnent à voir comment déployer le pouvoir d'agir des dominés pour améliorer leur quotidien et œuvrer au changement social. Elles incarnent des contre-pouvoirs autonomes qui rappellent les élus à leurs promesses et promeuvent des politiques progressistes. A partir du cas étatsunien et des essais d'acclimatation du community organizing en France, l'auteur identifie des pistes pour renouveler le militantisme dans les quartiers populaires. (Présentation éditeur)

► **Lutte urbaine : Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare**

Julien TALPIN, Paul COSSART, Ed. Du Croquant, coll. SocioPo, 2015. 346 p.

Ce livre revient sur une lutte urbaine mythique des années 1970-1980 pour montrer que le remède face aux inégalités, à la xénophobie ou au conservatisme n'est pas moins mais davantage de démocratie. Dans un quartier pauvre de Roubaix, l'Alma-Gare, la mobilisation des habitants contre la destruction de leurs logements est un succès : ils redessinent les plans et donnent forme à un quartier conforme à leurs aspirations. Des expérimentations d'autogestion sont alors lancées pour organiser la vie sociale différemment. Cette histoire illustre dès lors un réel pouvoir d'agir des classes populaires. Mais à mesure que la dynamique s'étirole, le quartier devient peu à peu une zone de relégation sociale. Cet ouvrage montre comment les quartiers populaires peuvent se mobiliser, mais aussi pourquoi ils sont souvent devenus des espaces ségrégués. En analysant les réussites comme les difficultés de l'Alma-Gare, les auteurs donnent des clés pour l'avènement d'une démocratie participative exigeante qui ne soit pas un nouvel outil de domination des plus faibles. Ce livre s'adresse à tous les citoyens soucieux d'un approfondissement de la démocratie et qui cherchent des alternatives face à la marginalisation des classes populaires. (Présentation éditeur)

► **La participation, laboratoire de la politique de la ville : Actes de la Rencontre régionale du 25 novembre 2014**

Collectif, Profession Banlieue, 2014, 70 p.

La participation : une injonction permanente depuis les premiers jours de la politique de la ville, et même antérieure à elle, dans les relations entre société civile et gouvernance ! Aujourd'hui pourtant, l'enjeu est d'une nature et d'une intensité nouvelles. La participation est clairement réaffirmée dans la loi comme condition de réussite et d'efficacité de la politique de la ville, avec, et c'est une nouveauté, l'apparition de mesures concrètes : des conseils citoyens dans les quartiers et des habitants dans les instances de pilotage. Pour autant, les conditions de la participation sont-elles aujourd'hui réunies et les acteurs sont-ils prêts ? Ce changement de paradigme est-il à la portée de la politique de la ville ? Cette publication, nourrie des interventions de chercheurs présentés au cours de la rencontre régionale du 25 novembre 2014 interroge la place de la participation au sein de la Politique de la ville.



► **Citoyennetés ordinaires : Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes**

Marion CARREL, Catherine NEVEU, Karthala, coll. Recherches internationales, 2014. 328 p.

Une analyse anthropologique soucieuse des espaces, des lieux, des cadres à travers lesquels les citoyennetés contemporaines se transforment prend en compte les dimensions de l'interconnaissance, de l'émotion, de l'appartenance communautaire ou territoriale, du trouble, du conflit qui pèsent dans l'engagement civique effectif. Autant de « signaux faibles de la citoyenneté » qui, bien au-delà de l'échelle micro-locale ou de tout biais populiste, nous parlent de l'histoire, des représentations et de l'imaginaire du vivre ensemble, de l'idéal d'égalité, de la réalité des discriminations. Un ordinaire de la cité qui échappe à l'étude de ses lois, de ses institutions, de ses politiques publiques, mais qui est notre quotidien. (Présentation éditeur)

► **Projets d'habitants et démocratie locale : modes d'emploi des dispositifs publics**

Gérard LEVAL, Myriam CAU (préface). Editions Yves Michel, coll. Société Civile, février 2014. 243 p.

Ce guide pratique apporte des éléments de compréhension et de méthode à tous les acteurs de la vie locale s'impliquant dans des fonds de soutien (fonds de participation des habitants, fonds d'initiatives locales, fonds de soutien aux initiatives...). Il permet de répondre notamment aux questions suivantes : quels sont les différents dispositifs publics existant ? Comment les concevoir et les mettre en œuvre ? Qui peut les utiliser et pour quels types de projets ? Quels sont les écueils à éviter ?

► **Quelles nouvelles voies pour la participation des habitants ?**

François HANNOYER, Bénédicte MADELIN. Profession Banlieue, 2013. 75 p.

Cet ouvrage reprend les propos qui se sont tenus lors d'un groupe de travail qui s'est réuni sur dix séances durant l'année 2012 autour de la thématique "Interroger de nouvelles voies pour la démocratie participative". Une cinquantaine de professionnels issus de champs divers (santé, insertion, prévention, urbanisme...) et de profils divers (techniciens, élus, cadres) ont participé à ce groupe et ont su se décentrer pour analyser leurs pratiques d'un regard extérieur, pour mieux distinguer les enjeux réels et les finalités de la démocratie participative. Après cette distanciation et en passant au crible des témoignages d'acteurs aux cadres d'intervention variés, ils ont discerné de nouvelles voies pour la démocratie participative.

► **Organisez-vous ! Construire la participation politique dans les quartiers populaires**

Leylan ARSLAN, Réda DIDI, Jacques DONZELOT (préface). Fondation Jean Jaurès, 2013. 63 p.

Quelle réponse à la défiance grandissante vis-à-vis des élites ? Comment remobiliser les habitants des quartiers populaires, qui font figure de déserts politiques ? Comment les faire participer davantage aux décisions qui régulent leur quotidien ? Ce sont des solutions concrètes qu'évoque cet essai : de l'Amérique à l'Europe, les dynamiques d'empowerment et de community organizing mises en regard de traditions françaises plus anciennes de mobilisation des classes populaires participent d'une nouvelle manière de faire société dans un contexte de crise de la démocratie. (Résumé éditeur)

► **Refaire la cité : L'avenir des banlieues**

Michel KOKOREFF, Didier LAPEYRONNIE. Seuil, La république des idées. 2013. 107 p.

Opérant un retour sur l'évolution des quartiers populaires depuis 30 ans, les auteurs de cet ouvrage plaident pour une nouvelle approche de ces quartiers, qui ne se limite pas aux difficultés sociales et/ou à une réponse sécuritaire. Ils préconisent de développer une nouvelle approche politique visant à réintégrer les habitants de ces quartiers dans l'espace politique et la communauté civique et s'appuyer pour cela sur les habitants eux-mêmes en multipliant les expériences d'empowerment et en refondant les rapports entre l'Etat et la société civile.



► **Les projets participatifs au cœur de la (politique) de la ville**

Collectifs. Artfactories/Autre(s)parts, 2012. 99 p.

En s'appuyant sur le témoignage d'une vingtaine de personnes engagées sur ce terrain (artistes, acteurs associatifs et institutionnels, chercheurs, citoyens etc.), cet ouvrage interroge les rapprochements entre la culture et la politique de ville et met en valeur quelques expériences culturelles et artistiques impliquant les habitants. Après une première partie historique et critique, les auteurs ont choisi de donner la parole à un ensemble de personnes qui prennent part à la mise en œuvre de ces expériences afin de montrer la dimension partenariale et transversale de ces expériences. À travers ces témoignages, on trouvera un certain nombre de pistes de réflexions ou de préconisations adressées aux acteurs de la Politique de la Ville.

► **Ecouter, comprendre, agir**

Catherine NEVEU (sous la direction de). Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), 2012. 79 p.

Cet ouvrage rend compte de la parole d'habitants autour de 7 questions sociales - discrimination, éducation, isolement et solidarité, logement, précarité, santé, démocratie et citoyenneté - et présente les premières pistes d'actions identifiées à la suite de leur analyse. Ces témoignages permettent de constater que les situations sociales sont de plus en plus complexes et que le sentiment de fatalisme se renforce. La mise en valeur des actions réussies mises en œuvre dans le réseau des centres sociaux permet d'apporter un regard neuf sur leur travail tout en donnant des pistes d'actions pour développer le pouvoir d'agir des habitants.

► **Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir)** Bernard VALLERIE. L'Harmattan, 2012. 192 p.

La diversité des expérimentations présentées dans cet ouvrage vise à caractériser une approche innovante des interventions sociales, dites du "développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités", issue de la notion d'"empowerment". Les auteurs proposent quelques repères formalisés à partir de pratiques ayant fait la preuve de leur qualité.

► **Démocratie et participation : un état des savoirs**

Loïc BLONDIAUX, Participations n°1/2011. Collectif. 348 p.

Dans ce numéro, les auteurs ont choisi de dresser un état des savoirs sur la participation du public en démocratie. Dépassant le sentiment d'éclatement ressenti face à l'abondante littérature sur la participation, les auteurs parviennent à dégager quelques postures partagées et une série de questions transversales, qui démontrent à quel point la participation peut être un analyseur fécond des phénomènes sociaux et politiques plus larges qui la rendent possible et la contraignent. Les huit questions identifiées, abordées quel que soit le domaine de la participation, désignent les processus sociaux qui sont les véritables objets de la littérature sur la participation : l'impact sur la décision, la transformation des individus, les effets structureaux et substantiels de la participation, la place du conflit, l'influence du dispositif, la mise en institution de la participation et sa codification juridique, la professionnalisation de la participation, la redéfinition de l'expertise. L'article de Archon Fung, *Délibérer avant la révolution. Vers une éthique de la démocratie délibérative dans un monde injuste* (pp.313-336), est abordé par Marion Carrel dans la préface du présent ouvrage.

► **Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment) et pratiques sociales : Une approche susceptible de contribuer à une dynamique de développement**



Bernard VALLERIE. 8 p.

L'auteur étudie l'intérêt, dans une dynamique de développement durable, de la référence à l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment). Et ce, dans le cadre des pratiques sociales auprès de personnes en situation de difficultés familiale et sociale. Pour ce faire, d'abord, il présente l'origine et les caractéristiques de la notion d'empowerment. Ensuite, il détaille une manière de l'appréhender dans le cadre des pratiques sociales. Enfin, il examine l'intérêt de cette approche dans une dynamique de développement durable.

► **Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community planning**

Éléonore HAUPTMANN, Nick WATES. Editions Yves Michel, 2010. 115 p.

Ce guide pratique présente la méthode du Community planning, méthode de concertation citoyenne déjà éprouvée dans de nombreux pays (Etats-Unis, Allemagne, Chine, Ecosse, Grande-Bretagne, Irlande, Islande et République Tchèque). Cette méthode a pour objectif de rendre les citoyens actifs dans l'élaboration du projet urbain et de les laisser exprimer leur créativité au contact des professionnels. Réel outil de travail, ce guide décrit chaque étape de mise en œuvre de la méthode : le concept, le lancement, la préparation, l'évènement et les suites à donner.

► **Participation citoyenne au projet urbain.**

Christian MARION. L'Harmattan, Coll. Questions contemporaines, 2010. 297 p.

Cet ouvrage décrit les modalités sur lesquelles reposent la participation des citoyens à un projet urbain, définie comme l'élaboration conjointe d'un site par les parties concernées. S'appuyant sur plusieurs expériences de conduite de projet urbain, et l'observation de différents modes de fabrication de la ville, l'auteur propose ainsi des appuis méthodologiques au porteur de projet souhaitant mettre en œuvre des méthodes participatives.

► **La participation des usagers à la conception de projets urbains : articuler la démocratie participative et la démocratie représentative**

Michel BONETTI. Laboratoire de Sociologie urbaine générative du CSTB, 2006. 8 p.

L'auteur revient dans cet article sur les difficultés de développement des processus de participation des habitants à la conception des projets urbains. Rappelant les enjeux sociaux et politiques qui sous-tendent le développement de la participation, il invite les acteurs à procéder, préalablement au lancement d'une démarche de concertation, à une analyse du fonctionnement social urbain du quartier et à clarifier les formes de participation envisagées et les règles du jeu.

► **Pour une culture de la participation**

Pierre MAHEY, 2005. 126 p.

L'auteur livre ses expériences d'animateur des espaces de débats dans les collectivités territoriales françaises. Des concepts et des termes « fourre-tout » (Habitants, participation) sont alors critiqués à la lumière des réalités rencontrées dans plusieurs villes lors de la mise en place de projets. Présente durant toute la chronologie du projet, la participation devient alors un moyen pour raffermir le collectif et aider à la décision politique. Les raisons de ces mauvaises affectations de termes et concepts sur les réalités de la contribution des individus, des collectifs aux affaires de la cité, sont la pauvreté de la culture de la participation. Tout est à construire et cet ouvrage se veut une contribution active.



► **Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord**

Catherine NEVEU. Presses universitaires du Septentrion, coll. Le regard sociologique, 2003. 244 p.

Réalisé à partir d'un travail de terrain, mené de 1994 à 1997, sur les comités de quartiers et les associations de jeunes à Roubaix, cet ouvrage interroge la citoyenneté et la participation des habitants à la vie publique locale. Il retrace l'histoire de la participation des habitants à la démocratie locale. Son étude des diverses formes de la participation associative tente d'évaluer le rôle joué par ces structures dans la mise en œuvre des politiques publiques. En dernier ressort est posée la question de savoir ce qu'une nouvelle observation locale de l'engagement citoyen peut encore apporter aujourd'hui aux modèles déjà existants, dont on connaît pour certains les limites ?



✓ Conseils citoyens

- ▶ **Des conseils citoyens pour quoi faire ?** Contribution du réseau national CRPV Réseau national des centres de ressources Politique de la ville, Septembre 2021

- ▶ **Accompagner les conseils citoyens : du sens à la mise en œuvre.**
Laetitia ROCHER, ORIV - Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville, 2021, 28 p.

En octobre 2020, l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV) a organisé un cycle d'échanges et de qualification en visioconférence, à destination du réseau des intervenants-es auprès des conseils citoyens du Grand Est. Il a été organisé pour répondre aux questions récurrentes sur la mobilisation, la communication, la fonction d'animation et d'accompagnement... L'enjeu était de saisir en quoi des démarches construites localement, avec les parties prenantes, peuvent renforcer les dynamiques de participation des membres des conseils citoyens. Il s'agissait également d'explorer les marges de manœuvre laissées par le cadre juridique, relativement ouvert, des conseils citoyens afin de faire de cette instance un levier pour le pouvoir d'agir des personnes et des collectifs. Ce document présente tout d'abord les éléments théoriques abordés en séance. Il présente ensuite les outils utilisés et la manière dont ceux-ci peuvent être mobilisés avec les membres des conseils citoyens et les autres acteurs du territoire.

Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens

CASILLO Ilaria, ROUSSEAUX Daniel, CNDP (Commission Nationale du Débat Public), 2019, p. 113.



Ce rapport commandé par le ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales à la Commission Nationale du débat public entend apporter un regard critique sur les conseils citoyens en vue d'améliorer leur organisation.

Le rapport apporte un diagnostic de la situation des conseils citoyens démontrant un essoufflement du dispositif : difficultés connues de la démocratie participative institutionnalisée, démobilité, indépendance relative, articulation avec les autres dispositifs de participation... Forts de ces constats, les auteurs émettent 10 propositions pour relancer le dispositif.

- ▶ **Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ?**
Collectif, Bulletin de Participations, n°2/2019, septembre 2019, De Boeck Université, 2019, 249 p.

"Les conseils citoyens constituent les derniers-nés des dispositifs participatifs de la politique de la ville. Cet article constitue l'introduction à un dossier thématique sur le dispositif. Elle revient sur sa genèse, ses caractéristiques, ses paradoxes. A partir des évaluations déjà produites ailleurs, d'une mise en perspective des différents articles du dossier et d'une présentation des enjeux du dispositif au regard de la question de la participation, en particulier dans les quartiers populaires, elle montre pourquoi et comment les conseils citoyens peinent à renouveler l'offre participative, et ce en dépit des promesses qui ont présidé à sa création." (Présentation auteur)

- ▶ **Avis sur les recommandations de la commission nationale du débat public sur les conseils citoyens**
Conseil national des villes (CNV), 4 avril 2019, 18 p.



Cet avis du CNV est le résultat de débats autour des propositions de la CNDP concernant les conseils citoyens. Si elles ont rencontré un avis majoritairement favorable, des propositions d'amendements ou de précisions sur la mise en œuvre sont proposées.

► **"Mon conseil citoyen a du talent" Une sélection d'actions impulsées par les conseils citoyens**

Fédération des centres sociaux et socioculturels de France – juin 2018

Les fiches actions suivantes ont été rédigées par les conseillers citoyens eux-mêmes, avec l'appui de l'équipe du site conseilcitoyens.fr, dans le cadre de la campagne « Mon conseil citoyen a du talent » organisée sur le site au printemps 2018.

► **Les conseils citoyens : pratiques innovantes, freins au développement**

BILLON Cécile, CRPV PACA - Centre de ressources pour la politique de la ville Provence Alpes Côte d'Azur, 2018, 16 p.

S'appuyant sur la rencontre de conseillers citoyens, accompagnés ou non de leurs animateurs, sur l'observation de réunions plénières et d'entretiens, cette étude régionale recense :

- des expériences, en particulier innovantes, qui pourraient constituer pour l'avenir un enjeu de mutualisation ;
- des freins et des difficultés rencontrées dans l'application du cadre légal.

Elle propose par ailleurs des questionnements et axes d'amélioration : quelles leçons tirer des premières années de fonctionnement ?

► **Programme de co-évaluation des conseils citoyens dans le cadre des travaux de l'ONPV et avec le soutien du CGET, Synthèse nationale**

Collectif, 2018, 39 p.

► **L'accompagnement des conseils citoyens par des Maisons des associations** : Monographies territoriales

Commissariat général à l'Égalité des territoires (CGET), 2017

► **Vie associative et conseils citoyens : Quels liens existants, à créer, à renforcer ? Enquête régionale Hauts-de-France**

Le Mouvement Associatif, Octobre 2017, 34 p.

► **Conseils citoyens : Les enjeux d'une réussite**

RésoVille, Décembre 2017, 11 p.

Afin d'assurer l'autonomie des conseils citoyens et d'en garantir la pérennité et la vitalité, les acteurs publics des Villes de Saint-Herblain, Nantes, Orvault et Rezé, Nantes Métropole et l'État ont mis en place une expérimentation pour accompagner les dynamiques existantes, faire émerger des conseils citoyens sur d'autres quartiers et structurer l'échelle métropolitaine. A partir de l'expérience nantaise, ce document propose d'analyser les conditions et les enjeux de la réussite des conseils citoyens et livre quelques clés de réflexion pour garantir leur autonomie.



► **Les conseils citoyens, une instance jeune à pérenniser**

Caroline OBERLIN, Bulletin de Actualités sur... l'intégration, la promotion de l'égalité et la ville, n°113, Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV), 2017, 4 p.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, dite Loi Lamy, a reposé le cadre d'intervention de la politique de la ville. Elle instaure notamment une nouvelle instance de participation des habitants-es, les conseils citoyens, visant à co-construire la politique de la ville. Comment cette instance est-elle mise en œuvre sur les territoires ? Quels sont les enjeux de sa pérennisation ?

► **Le conseil citoyen, un nouveau pouvoir pour les habitants ?**

Valérie HARTMANN, ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, 2015, 113 p.

A partir d'observations des acteurs en situation et d'entretiens menés avec les pouvoirs publics et la société civile, au moment de la mise en place de conseils citoyens à Villefranche-sur-Saône, ce mémoire de stage revient sur les thématiques de réflexion qui ont émergé : la représentativité du conseil citoyen, la mobilisation et ses obstacles, le travail en commun, l'autonomie et l'indépendance. Le questionnement sous-jacent de ce mémoire concerne le type de pouvoir que peuvent acquérir les membres de ces nouveaux conseils citoyens et par leur intermédiaire les habitants de quartiers de la politique de la ville.

► **Benchmarking sur la mise en place des conseils citoyens dans le cadre de la réforme de la politique de la ville**

Marie-Hélène LAFAGE, Juillet 2014, 17 p.

Ce document synthétise un travail de benchmarking mené sur le montage des conseils citoyens, durant l'été 2014 par la CAPI, pour apporter un appui aux référents communaux dans le montage des conseils. Trois conseils citoyens ont été étudiés : la ville de Bourg-en-Bresse, Communauté Urbaine d'Arras, et le Grand Auch. Il met en parallèle les pratiques et les prescriptions de l'Etat sur les principaux enjeux soulevés par la réforme.



✓ Initiatives citoyennes et vie associative

► **Initiatives citoyennes : de l'émergence au développement du territoire**

Pierre-Edouard MARTIN, IREV - Centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France, COPAS, 2021, 26 p.

Fruit d'une démarche collective menée entre juin 2020 et mars 2021, l'analyse a permis d'identifier les enjeux de la mobilisation des habitants et de la prise d'initiative dans les Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) et plus largement dans les territoires urbains fragiles dans la perspective d'un renforcement du dynamisme associatif et citoyen et du développement social. La démarche s'appuie sur l'analyse de 4 initiatives régionales. Des enseignements en ont été tirés afin de proposer un renouvellement de la manière dont les acteurs publics et associatifs peuvent soutenir l'émergence de ces initiatives qui prend la forme d'un appel à expérimentation. Sa vocation est de pouvoir ouvrir des débats avec l'ensemble des acteurs de la région agissant dans le champ de l'intérêt général, du développement social et de l'économie sociale et solidaire afin de soutenir l'émergence de nouvelles dynamiques citoyennes.

► **L'engagement dans les quartiers populaires : Formes et modalités des initiatives des jeunes**

Sophia AROUCHE, Laurent LARDEUX, Jonathan STEBIG ; Clemens ZOBEL, Bulletin de Jeunesse Education Territoires : cahiers de l'action, n°56, 17/12/2020, Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP), 2020, 89 p.

Ce numéro des Cahiers de l'action vise à mieux faire connaître et reconnaître la variété des initiatives des jeunes engagés sur ces territoires, mais aussi à donner la parole aux acteurs de terrain directement impliqués dans ces réflexions. Il invite à recueillir, au plus près des réalités des terrains, des pratiques d'engagement, d'une part, et des outils de réflexion sur les initiatives engagées, d'autre part ; l'enjeu central étant de rompre avec certaines analyses considérées parfois comme « illégitimes » ou à l'inverse « surplombantes ». Deux dimensions spécifiques sont ici présentées : l'une vise à créer les conditions favorables à la valorisation des pratiques d'engagement (partie 1), l'autre à explorer les enjeux de la production de connaissances pour accélérer la reconnaissance des acteurs engagés (partie 2). Ces deux orientations proposent de penser les dynamiques d'engagement dans un dialogue collectif entre acteurs de terrain, jeunes engagés, responsables associatifs et chercheurs, réunis autour de la volonté commune d'intensifier la circulation des savoirs et des pratiques pour renforcer la place des jeunes engagés dans la vie de leur quartier. Dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville où les institutions politiques.

► **16 propositions pour une vie associative ambitieuse dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville**

Collectif, Le Mouvement Associatif, 2020, 24 p.

Le monde associatif joue un rôle essentiel dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (qpv). En tant qu'espaces de participation citoyenne, les associations construisent leurs actions au plus près des besoins des territoires, en apportant notamment aux habitant.e.s des services essentiels à leur qualité de vie. Ce document relate 16 propositions pour une vie associative ambitieuse dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, à destination des pouvoirs publics nationaux, des pouvoirs publics territoriaux et des acteurs associatifs.



► **Le sens de l'action dans les associations**

Christine CHOIGNOT, Erès, 2020, 194 p.

La question du sens de l'action est souvent présentée comme une mise à l'épreuve dans les associations de solidarité. Pour nombre de salariés, bénévoles, administrateurs, le sens est une motivation essentielle, puis un facteur d'intense déception quand il n'est pas au rendez-vous. Les associations sont de fait bien souvent invitées à se recentrer sur leur fonction gestionnaire, au détriment de la référence aux valeurs et au projet collectif qui est pourtant leur essence. De telles logiques conduisent à l'installation d'une relation de service marchand avec les personnes accompagnées devenues clients qui laisse peu de place à la vie en commun. Elles fissurent les collectifs de travail en renvoyant chacun aux exigences d'un poste formellement défini, organisé et évaluable. A l'opposé de ces tendances, des associations travaillent depuis longtemps sur le terrain à inventer d'autres dynamiques, où la référence au sens de l'action prend toute sa place. En conjuguant des repères théoriques et des observations pratiques issues de son expérience, l'auteure explore les potentiels du fonctionnement associatif. Elle ouvre un espace pour la dimension politique-sociétale du projet des associations et pour l'élan collectif qui le fait vivre, dans une succession d'engrenages micro-méso-macro. En proposant de nombreux matériaux de réflexion, l'ouvrage est un véritable guide pour l'action à la fois stimulant et structurant. (Résumé éditeur)

► **« Une citoyenneté réprimée », un état des lieux des entraves aux actions associatives en France**, Collectif, Observatoire des libertés associatives, 2020,

Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre chercheurs, associations nationales et locales, intervenant dans divers domaines d'activités (défense des droits, écologie, social, culture...), membres de la Coalition pour les libertés associatives. Cette analyse de fond s'appuie sur une centaine de cas récents d'entraves et de répression contre des associations et des collectifs de citoyens. Les cas de restrictions ou d'entraves sont classés selon 4 entrées : d'entraves symboliques (disqualification, mis au ban, attaques réputationnelles), matérielles (fermetures brutales de locaux, coupes de subventions sanctions suite à des prises de paroles ayant déplu), judiciaires (plaintes, amendes, procès intentés contre des militants associatifs) ou même policières (répression physique lors d'actions collectives mais aussi perquisitions et arrestations). Le rapport se conclut sur une dizaine de propositions conçues pour mettre fin aux différentes modalités de répression de l'action associative.

► **Bâillonner les quartiers : comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires**

TALPIN Julien, Les étaques, 2020, 176 p.

Julien Talpin, sociologue engagé pour l'empowerment des habitants des quartiers populaires, explore dans cet ouvrage les raisons pour lesquelles les quartiers qui connaissent de fortes difficultés socio-économiques peinent à se mobiliser pour leurs intérêts. Si les mobilisations citoyennes ne prennent pas, c'est selon lui le résultat de tactiques dites répressives mises en place par les pouvoirs publics. Ainsi, il dénonce la répression policière et judiciaire, le "chantage clientélaire aux subventions", la disqualification islamophobe des opposants et les projets de démocratie participative.

► **S'engager pour la démocratie, La mobilisation dans les collectifs d'expérimentation démocratique**

Laurent LARDEUX, Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP), 2019, 4 p.

La dernière vague 2018 de l'enquête européenne sur les valeurs (EVS) souligne le rapport ambivalent des jeunes à la démocratie, avec un niveau de défiance accru face aux institutions de la démocratie représentative en même temps que de fortes attentes en termes de participation citoyenne. La recherche initiée par l'INJEP invite à questionner ces tendances opposées en portant le regard sur les activités militantes de jeunes engagés dans des collectifs d'expérimentation démocratique. Elle s'intéresse au « travail de cadrage » opéré par ces collectifs, c'est-à-dire la mise en concordance des causes qu'ils défendent (aide à la décision, actions pour une transparence des



institutions, mise à disposition d'informations sur les élections) avec l'environnement social et politique dans lequel ces mouvements apparaissent.

► **Les Tables de Quartier, une alternative aux conseils citoyens ?**

in La relève scientifique SAISON #1 Quinze jeunes chercheurs renouvellent l'approche de la politique de la ville, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Février 2019, 44 p.

► **L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle**

CHEVALIER Christian, DESCHAMPS Jean-Karl, Conseil économique, social et environnemental, 28/05/2019, 161 p.

Cet avis remis au CESE a pour objectif de mettre en lumière le secteur de l'éducation populaire. Il démontre sa modernité notamment au regard des débats sur la participation citoyenne aux décisions publiques. Il propose vingt préconisations concrètes pour restaurer et valoriser ses démarches, permettre aux multiples actrices et acteurs de sortir de l'invisibilité. Elles s'articulent autour de cinq grands axes : investir dans les politiques publiques d'éducation populaire pour contribuer à réconcilier la société ; développer le lien social pour conforter la citoyenneté ; sécuriser le modèle économique ; former les différents acteurs et reconnaître leurs compétences ; favoriser l'engagement et renouveler la gouvernance.

► **Pour des initiatives associatives et citoyennes dans les quartiers,**

Journée d'échanges entre habitant.e.s, membres des conseils citoyens accompagnateurs.trices associatifs et professionnel.le.s de la politique de la ville, IREV, 2018

► **Les Tables de quartier en France – Retour sur trois ans d'expérimentation**

Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France, juillet 2018, 35 p.

En 2014, la FCSF et la coordination Pas sans Nous s'engageaient dans une expérimentation dans des territoires en politique de la ville : le développement de Tables de quartier en France. Il s'agissait là de bâtir une nouvelle forme de mobilisation citoyenne, dans les quartiers, associant habitants et associations, pour mener des actions collectives permettant l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, à partir d'enjeux, préoccupations et envies d'agir soulevés par les habitants. 4 ans et une quinzaine de Tables de quartier plus tard, une rencontre nationale, le 21 septembre 2018, a permis de tirer des enseignements de cette expérimentation et ouvre sur des perspectives pour le développement des Tables. Cette publication a été produite dans le cadre de cette rencontre.



✓ Outils méthodologiques

- ▶ **Le numérique va-t-il hacker la démocratie locale ? Guide des outils numériques pour la participation citoyenne dans les collectivités territoriales**
Caisse des Dépôts, 2018. - 44 p.

À l'heure du numérique et des démarches collaboratives, les collectivités territoriales repensent les modalités de la participation citoyenne : une nouvelle génération d'outils (les civic tech) permet de prendre part plus facilement au débat public et d'inclure des citoyens qui se tenaient à l'écart des dispositifs traditionnels de consultation, notamment les plus jeunes, plus défiants face aux institutions, pour lesquels les usages numériques sont un moyen plus simple et direct d'expression.

Ce guide des outils numériques pour la participation citoyenne dans les collectivités territoriales, publié par la Caisse des dépôts, passe en revue les divers objectifs et dispositifs de participation citoyenne : Consultation des citoyens sur un projet, concertation numérique pour un projet de planification urbaine ou d'aménagement amélioration du cadre de vie en intégrant le retour usager, mise en place d'un budget participatif, association des citoyens au financement de projets, partage des données de la collectivité (open data).

Pour chacun d'entre eux, ce guide formule des conseils (bonnes pratiques à mettre en œuvre et principaux points de vigilance à garder à l'esprit) et signale des outils numériques déjà mise en œuvre dans les collectivités. Le guide recense 74 outils numériques de participation citoyenne à destination des territoires.

- ▶ **Conseils citoyens : les outils des Centres de Ressources Politique de la ville**
IREV, décembre 2015.

Dans le cadre de la mise en place obligatoire d'un conseil citoyen par quartier prioritaire, les centres de ressources politique de la ville (dont fait partie l'IREV) ont créé des outils, des supports, et organisé des réunions sur ce sujet qui occupe actuellement bon nombre de communes et associations. Une liste de tous ces outils (pédagogiques, méthodologiques, initiatives de territoire) a été compilé dans un document unique, avec, quand ils sont en ligne, le lien web vers le document à télécharger.

- ▶ **Participation des habitants : osons faire autrement !**
Les cahiers du DSU n°62 - deuxième semestre 2015. 48 p.

« Participation des habitants : osons faire autrement ! » Tels sont l'ambition et le pari de ce numéro qui se veut résolument optimiste alors que le climat ambiant est plutôt à la morosité, voire au découragement, en cette fin d'année 2015. L'objectif de ce numéro est de décrypter les transformations à l'œuvre, de donner à voir des actions innovantes, de tendre la plume à des promoteurs d'initiatives « inattendus », de s'interroger sur les perspectives, voire de faire un peu de prospective. Il s'agit aussi de montrer en quoi ces initiatives permettent aux habitants/usagers/citoyens d'avoir prise sur les affaires de leur quartier et plus largement de la cité et de fait participent du renforcement de la citoyenneté.

- ▶ **Boîte à outils Conseil Citoyen**
IREV, décembre 2015.

Cette boîte à outils s'adresse aux conseils citoyens et leurs membres, et aux personnes chargées de mettre en place un conseil citoyen (professionnels des communes ou associatifs par exemple). Les documents sont mis à votre disposition gratuitement, au format word, afin que n'importe quel acteur (commune, association, conseiller citoyen) puisse s'approprier les outils en y apposant son logo, le nom de son quartier ou de la ville concernée, et en modifiant le document si besoin.



- ▶ **Fiche outils : Conseils Citoyens : Co-construire la politique de la ville avec les habitants, notamment dans le cadre de conseils citoyens**
Institut régional de la Ville (IREV), 2014. 3 p.

Cette fiche rappelle dans un premier temps ce que dit la loi concernant les conseils citoyens. Elle propose ensuite quelques éléments du cadre de référence, décrivant une méthodologie pour la mise en place des conseils citoyens. Sont ensuite présentées les différentes étapes nécessaires au montage du conseil citoyen. Enfin, un tableau permettant le recensement des pratiques participatives existantes est mis à disposition.

- ▶ **Fiches d'expériences : « Participation des habitants et démocratie locale »**
Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG CIV), février 2014. 8 p.

Cette bibliographie recense et donne accès à toutes les fiches d'expériences portant sur la participation des habitants et la démocratie, présentes sur la base documentaire du secrétariat général du comité interministériel des villes, et publiées depuis 1996.

✓ Textes officiels

- ▶ **Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté**
Créer les conditions de la généralisation d'une culture de l'engagement citoyen tout au long de la vie et renforce la priorité à la jeunesse.
- ▶ **Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**
Instaure les conseils citoyens.
- ▶ **Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité**



✓ Sitographie

Institutionnels et collectivités :

- ▶ [Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales](#)
- ▶ [Base de données documentaires du ministère de la ville](#)
- ▶ [Agence nationale de la cohésion des territoires \(ANCT\)](#)
- ▶ [Commission nationale du débat public \(CNDP\)](#)
- ▶ [Conseil régional Hauts de France](#)

Société civile :

- ▶ [Portail des conseils citoyens](#)
- ▶ [Institut Alinsky](#)
- ▶ [Coordination nationale « Pas sans nous »](#)
- ▶ [Association ANIS](#)
- ▶ [Collectif Catalyst](#)
- ▶ [Fondation de France](#)
- ▶ [COPAS](#)
- ▶ [Citéo](#)
- ▶ [France Médiation](#)
- ▶ [Citizens UK](#)
- ▶ [Interphaz](#)
- ▶ [Capacitation citoyenne](#)
- ▶ [Université populaire et citoyenne de Roubaix – UPC](#)

Réseaux professionnels :

- ▶ [Réseau national des centres de ressources Politique de la ville](#)
- ▶ [Inter-réseau des professionnels du développement social urbain - IRDSU](#)
- ▶ [Le Mouvement associatif](#)
- ▶ [Y aller par 4 chemins](#)



L'Irev gère un fonds documentaire riche de plus de 5 000 références (ouvrages, documents territoriaux, diagnostics, rapports de recherche, d'études, articles...) à disposition de tous. L'Irev contribue également à alimenter une base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux, membres du réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI). La base de données du [Réseau RECI](#) donne accès gratuitement à plus de 20 000 notices bibliographiques.

Les ressources proposées sont issues des bases de données du RECI (<http://biblio.reseau-reci.org>, voir ci-dessus) et de COSOTER (ressources sur la cohésion sociale et territoriale) : <http://cosoter-ressources.info/opac/>

***Pour vos recherches documentaires : <http://biblio.reseau-reci.org>
ou contactez Cindy Guillotte : c.guillotte@irev.fr, 03 20 25 61 57***

***IREV – centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France
Bât. Arboretum – 7ème étage
135 Bd Paul Painlevé – 59000 Lille***